

N° 5286¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(30.3.2004)

En date du 19 janvier 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait transmettre au Conseil d'Etat pour avis le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi ne comportant qu'un seul article étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles de la convention à approuver ainsi que le texte de l'Accord signé dans la seule langue anglaise, ce texte faisant foi.

Le Conseil d'Etat approuve pleinement la conclusion d'une convention de non-double imposition avec la Turquie. Celle-ci s'inscrit dans un effort continu déployé en vue de doter notre pays d'un réseau de conventions de ce type de plus en plus dense. Il s'agit là d'un élément important pour confirmer l'internationalisation de notre économie en général et de la place financière en particulier.

Par ailleurs, même si la Turquie est à ce stade encore un partenaire économique plutôt modeste du Luxembourg au vu des échanges notamment, il s'agit de développer à son égard une stratégie à long terme. Les réformes politiques et économiques mises en œuvre récemment sont considérables, même si sur le terrain leur impact n'est pas encore concrétisé de manière satisfaisante.

Le rapprochement avec l'Union européenne est en voie de réalisation.

La Turquie, vu son potentiel économique, deviendra à terme un partenaire important.

L'intérêt de cette convention comme un des instruments facilitant les relations économiques et financières entre les deux pays est donc évident.

Le Conseil d'Etat constate que la présente convention rédigée et signée dans la seule version anglaise se base essentiellement sur le modèle OCDE tout en faisant quelques références au modèle des Nations Unies pour tenir compte de certains problèmes spécifiques.

Le texte du projet de loi ne suscitant aucune observation, le Conseil d'Etat se limite à quelques commentaires au sujet du texte de la Convention.

Concernant la seule version anglaise faisant foi, le Conseil d'Etat note que dans la plupart des autres conventions de non-double imposition une version en langue française faisant également foi était disponible.

C'était même le cas pour les conventions bilatérales avec les Etats-Unis ou la Malaisie cette dernière ayant été faite en langue française, malaise et anglaise.

Le Conseil d'Etat constate que l'article 1er relatif au champ d'application („Personal scope“) retient à juste titre que „this agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States“. Tout problème de discrimination éventuelle en vertu de la nationalité est ainsi écarté.

Le Conseil d'Etat relève que l'article 8 relatif aux activités de transport inclut également les transports par route.

L'article 12 portant sur les „royalties“ établit, contrairement au modèle de la convention OCDE, un partage du droit d'imposition des redevances entre l'Etat de la source et l'Etat de résidence du bénéficiaire. L'imposition minimale se situe à 10 pour cent.

Concernant les pensions, le principe est l'imposition dans le pays de résidence du bénéficiaire. En revanche, une question qui a toujours intéressé le Luxembourg, les pensions payées au titre de la législation de sécurité sociale sont imposées dans le pays de la source.

Pour ce qui est de la méthode permettant d'éviter la double imposition, le Luxembourg a pour l'essentiel opté, comme c'est le cas dans pratiquement toutes les conventions, pour la méthode de l'exemption, tandis que la Turquie a retenu la méthode de l'imputation.

Les articles 26 et 27 portent sur l'échange d'informations et l'assistance en matière de recouvrement des impôts. Le Conseil d'Etat note que si le principe de l'échange d'information comme de l'assistance est établi, il ne peut pas être en contradiction avec les législations en vigueur. Le deuxième paragraphe de l'article 26 est à cet égard important.

Comme c'est le cas pour pratiquement tous les accords conclus par le Luxembourg, celui-ci ne s'applique pas non plus aux sociétés holding.

En conclusion des développements qui précèdent, le Conseil d'Etat recommande à la Chambre des députés d'adopter le projet de loi sous examen dont le texte de l'article unique ne suscite pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 30 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES